



## ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

### UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



#### **Une semaine d'actualité**

**En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel**

**Offensive commerciale de Bruxelles.** L'accord conclu avec le Canada relance les autres négociations mondiales de libre-échange.

**L'adoption du budget** européen n'est pas non plus de tout repos. Et si les partis **euroseptiques réussissaient une percée** significative aux prochaines élections européenne, l'Europe serait-elle à l'abri d'un "shutdown" ?

**Un euro trop fort et trop cher.** Arnaud Montebourg part en guerre **Pour l'heure, La Commission européenne pouvait déjà se trouver, en novembre, à court de fonds** pour financer ses engagements et a demandé dans l'urgence au Parlement d'adopter un budget rectificatif supplémentaire de 2,7 milliards. Accepté.

Après trois ans de paralysie, **l'UE a donné son feu vert à la reprise des négociations d'adhésion de la Turquie.** Les discussions doivent commencer le 5 novembre.

**Merkel négocie** maintenant **avec le SPD** avec un objectif : former un gouvernement d'ici Noël.

**Ecoute, Ecoute !** La France a convoqué lundi l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris à la suite de nouvelles révélations sur l'ampleur de l'espionnage mené par l'Agence de sécurité nationale américaine dans l'Hexagone. L'UE a beau taper du poing, les Etats-Unis ne sont pas impressionnés mais..

S'ils ont vraiment mis sur écoute le téléphone portable d'Angela Merkel, les renseignements américains auront rendu réel ce qui passait pour de la paranoïa. Cette affaire, pourrait bouleverser les relations entre l'Europe et les Etats-Unis, mais **Hollande et Merkel veulent "en finir avec le temps de la guerre froide"** et les négociations USA/UE ne seront pas touchées. **JPV**

## INSTITUTIONS

Le chiffre

**3,9 milliards d'euros**

26.02.2014

C'est le montant que doivent encore verser les Etats membres au budget de l'Union européenne pour l'année en cours. Des impayés qui font l'objet d'un marchandage entre le Conseil et le Parlement européen, et ont entraîné le report du vote sur le budget 2014 - 2020 initialement prévu mardi

Alors que la préparation des budgets nationaux pour 2014 a attisé la colère de milliers de manifestants italiens et portugais, **l'adoption du budget européen n'est pas non plus de tout repos** ! La Commission européenne a demandé au Parlement européen, lundi 21 octobre, d'approuver en urgence un versement de 2,7 milliards d'euros supplémentaires pour le budget 2013 **Ce qui a été fait mardi 22 octobre au soir, lors d'une réunion du Comité Budget, à Strasbourg**

### **Le budget cristallise le rapport de force entre institutions**

Cette année, le rapport de force entre le Conseil européen, qui représente les 28 pays membres de l'UE, et le Parlement, reflet des citoyens, est tendu.

Le futur budget est nettement inférieur aux attentes des parlementaires, qui demandent plus alors que les États sabrent dans tous leurs budgets, y compris leur contribution au fonctionnement de l'UE.

En fait, l'Europe ne risque pas de shutdown, ne serait-ce que pour une raison politique : la majorité franche du parti PPE permet à la Commission d'avoir le plus souvent gain de cause.

**Le risque le plus extrême auquel l'Union européenne est exposée aujourd'hui concerne le budget 2014-2020.**

### ***Pour en savoir plus***

Les députés ont conditionné leur approbation définitive de ce budget pluriannuel au déblocage par les Etats d'une somme de 3,9 milliards d'euros supplémentaires pour boucler les comptes de 2013. L'un des points d'achoppement est une enveloppe de 400,5 millions d'euros au profit de l'Allemagne, de l'Autriche et de la République tchèque pour les dégâts occasionnés par les inondations de mai et juin, mais aussi pour les incendies qui ont ravagé à l'été 2012 les forêts roumaines.

L'Allemagne et d'autres pays souhaitent que cette enveloppe soit incluse dans le cadre des 3,9 milliards d'euros. Le Parlement s'y refuse et réclame que les 400 millions proviennent de nouvelles dotations. En raison de ces nombreuses divergences, le vote du budget pluriannuel, prévu pour cette semaine, a été repoussé à la prochaine session parlementaire en novembre.

### **Elargir au Balkan**

A sept mois des élections européennes, la Commission recommande d'octroyer le statut de pays candidat à l'Albanie et d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Macédoine.

### ***La question se pose.***

Dans son état actuel, est-il raisonnable que l'Union européenne se pose la question d'un nouvel élargissement ?

**Les Balkans** (Europe du Sud-Est : Albanie, Bulgarie, l'ex-Yougoslavie, la Grèce, la Hongrie, la Roumanie, la Slovaquie et la Turquie européenne). On isole souvent une région dite des Balkans occidentaux comprenant l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Macédoine, la Serbie, le Monténégro.

26.02.2014

D'abord, c'est un fait, certains de ces pays y sont entrés, dont le dernier, le numéro 28, la Croatie, le 1er juillet 2013. Ensuite pourquoi interdire à l'Albanie et à la Macédoine d'y entrer ?

Si l'on admet que l'Union européenne veut unir les Européens pour permettre à ces derniers de jouer un rôle dans l'histoire du XXIème siècle - idée que personne ne remet vraiment en cause parmi nos dirigeants actuels -, il paraît très difficile de remettre en cause la logique de l'élargissement, au moins en ce qui concerne les pays issus de l'ex-Yougoslavie et l'Albanie. **Il suffit de regarder une carte pour se persuader qu'aucune puissance mondiale ou régionale en devenir ne peut se permettre de laisser perdurer sur son flanc un espace qu'il ne contrôlerait pas complètement**, comme celui que constitue pour l'instant le vaste ensemble Serbie, Albanie, Kosovo, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Macédoine. Imagine-t-on les États-Unis n'ayant pas absorbé l'Arizona, l'Utah et d'autres encore

### **Eurobaromètre: l'UE est l'acteur le mieux placé pour réglementer les banques**

Plus de la moitié des citoyens européens pensent que les banques devraient être réglementées par l'UE plutôt que par les gouvernements nationaux. La moitié d'entre eux estiment également qu'ils seraient mieux protégés contre la crise économique si leur pays coordonnait les mesures anti-crise avec les autres États membres de l'UE, selon une enquête Eurobaromètre publiée ce vendredi.

### **Une aide européenne de 840 000 euros pour des travailleurs licenciés en Espagne**

La commission des budgets a approuvé, ce jeudi, un financement du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) de 840 000 euros pour aider 300 travailleurs, qui ont perdu leur emploi dans le secteur de la construction à Valence, à réintégrer le marché du travail. Cette décision doit encore être approuvée par le Parlement dans son ensemble et par le Conseil

## **COMMISSION/CONSEILS**

### **Merkel plaide pour plus de pouvoirs à la Commission européenne**

Angela Merkel veut donner davantage de pouvoirs à la Commission européenne en matière de politique économique et financière et s'emploie à faire évoluer les traités européens en ce sens

Dans le programme électoral des conservateurs de Mme Merkel, il était déjà question de renforcer les pouvoirs de la commission européenne

### **Bruxelles veut casser le mythe du tourisme social**

À l'approche de l'ouverture complète du marché européen du travail aux ressortissants roumains et bulgares, une étude de la Commission européenne récusé les accusations de « tourisme social » répandues par plusieurs États membres.

### **Pour en savoir plus**

Dans la plupart des pays, les immigrants de l'UE représentent moins de 5 % des bénéficiaires de l'aide sociale. Selon la Commission européenne, ces migrants

26.02.2014

contribuent dans l'ensemble aux finances de leur pays d'accueil, parce qu'ils paient plus de taxes qu'ils ne reçoivent d'avantages.

Les migrants de l'UE sans emploi ne coûtent en moyenne que 0,2 % de budget global de la santé, selon l'étude.

À Chypre, les dépenses totales en soins de santé consacrées à cette catégorie de personnes oscillent entre 2,9 et 3,9 %. Les dépenses moyennes dans d'autres pays sont tout aussi peu élevées : 1,8-2,3 % en Irlande, 0,7-1,1 % au Royaume-Uni et 0,2-0,7 % au Danemark.

Les auteurs du rapport mettent toutefois en garde contre la qualité des données officielles sur les migrants non actifs : ces chiffres devraient être considérés comme des estimations.

## **Déclaration de TVA normalisée : faciliter la vie des entreprises et améliorer le respect des obligations**

La Commission a proposé l'introduction d'une déclaration de TVA normalisée, qui permettrait de diminuer les coûts pour les entreprises de l'Union d'un montant pouvant aller jusqu'à EUR 15 milliards par an. L'objectif de cette initiative est de **réduire les formalités administratives à accomplir par les entreprises**, de **faciliter le respect des obligations fiscales** et de **rendre plus efficaces les administrations fiscales** dans l'ensemble de l'Union

## **Conseil européen Paris met l'espionnage américain à son menu**

Le sommet des dirigeants européens s'ouvre, jeudi 24 octobre, à Bruxelles sous **le choc des révélations de l'espionnage intensif des Américains en Europe, notamment en France et en Allemagne**, où la chancelière allemande est directement visée. Après la colère de François Hollande, c'est au tour d'Angela Merkel de demander des explications aux autorités américaines après qu'elle a appris que son portable était probablement sur écoute.

**Ce devait être un sommet "de routine"**, consacré notamment à l'économie numérique. Mais les révélations de ces derniers jours ont changé la donne.

**Jeudi, La France et l'Allemagne ont ainsi lancé une initiative commune**, soutenue par les autres Européens, pour tenter de trouver avec les Etats-Unis un terrain d'entente d'ici la fin de l'année sur les questions de renseignement. Cela n'a pas été abordé par les dirigeants, mais la chancelière a mis en garde contre un risque de rupture des discussions commerciales avec Washington.

**Autre dossier de ce sommet : L'Europe face aux morts de Lampedusa.** Quelques semaines après la tragédie qui a coûté la vie à près de 400 migrants africains, l'Union européenne doit également plancher sur une nouvelle législation concernant la surveillance des frontières.

**Une pression accentuée par la maire de Lampedusa**, Giusi Nicolini, qui a fait jeudi le déplacement à Bruxelles pour exhorter les dirigeants européens à agir. "Sans nouvelle politique européenne sur le droit d'asile, ce ne sont pas seulement les migrants, mais l'Europe qui fera naufrage à Lampedusa", a-t-elle averti.

**Vendredi Peu d'avancées.** Les dirigeants européens se sont engagés à se montrer solidaires pour traiter de l'épineuse question de l'immigration clandestine

26.02.2014

en Méditerranée, trois semaines après la tragédie de Lampedusa en Italie, mais **ils ont différé les prises de décisions à juin 2014, après les élections européennes.**

**Les traités européens prévoient le partage des responsabilités**, y compris financières. Mais **les pays du Nord refusent tout partage du fardeau.** Le traitement des demandes d'asile incombe aux autorités du pays d'arrivée, et 24 des 28 membres de l'UE refusent obstinément de modifier ou d'assouplir cette règle.

La chancelière allemande **Angela Merkel** a été très directe sur cette question vendredi en **excluant toute modification de cette règle.**

## PARLEMENT

### **Le "Made in Germany" sous pression**

L'industrie allemande va devoir s'adapter à un règlement plus strict pour l'étiquetage des produits portant le label 'Made in Germany

#### ***Pour en savoir plus***

***Le 17 octobre, la commission du Marché intérieur du Parlement européen a voté en faveur d'un durcissement des règles existantes en matière de sécurité et de traçabilité des produits manufacturés.***

Actuellement, les fabricants peuvent apposer le label "Made in" – "fabriqué en" – **à un article même s'il est essentiellement produit à l'étranger**

Si la proposition du Parlement est retenue par le Conseil des ministres, ils ne pourront mentionner "Made in the EU" ou "Made in" un pays membre **que si une "transformation substantielle" représentant "un stade de fabrication important" a été fait dans le pays en question.**

Cela ne fera pas forcément plaisir aux fabricants allemands, car ils ne pourraient plus mettre le label "Made in Germany" sur des produits qui sont majoritairement fabriqués à l'étranger, comme en **Chine ou l'Afrique du Nord.** L'industrie allemande risque ainsi de perdre son plus grand atout. En cas d'accord entre les institutions européennes, toutefois, le projet ne pourrait entrer en vigueur qu'après les élections européennes de mai 2014.

### **Les biocarburants ne passent pas**

Moins de deux tiers des membres de la commission Environnement du Parlement européen ont adopté la proposition de loi sur les agrocarburants. Résultat : la question ne sera pas tranchée avant 2015.

La proposition visait à limiter à 6 % la part des biocarburants destinés aux transports dans l'UE d'ici 2020 mais la procédure impose une majorité des deux tiers

## ETATS

### **Allemagne**

#### **Les discussions sur une coalition peuvent commencer**

Quatre semaines après les élections législatives, la voie est libre pour des négociations entre le SPD [sociaux-démocrates] et la CDU [chrétiens-démocrates]. Les jeux de stratégie sont terminés.

26.02.2014

Lors du congrès du SPD les 19 et 20 octobre à Berlin, 31 des 229 députés et fonctionnaires présents ont voté contre ces négociations

La prochaine étape sera le vote des adhérents du SPD, prévu d'ici mi-décembre. En fonction de ce vote, les dirigeants du parti comptent conclure les négociations avec la CDU de la chancelière sortante Angela Merkel d'ici la fin de l'année.

**La direction du SPD a établi une liste de points « non négociables »** qu'elle entend voir figurer dans tout programme de gouvernement en Allemagne. Cette liste, qui comprend notamment l'instauration d'un salaire minimum, figure dans un document interne soumis aux délégués du parti, qui étaient réunis ce dimanche 20 octobre en convention pour donner leur feu vert à ces négociations.

**L'objectif est de former un gouvernement d'ici Noël**

## **Belgique**

### **L'anglais devrait être une langue officielle de Bruxelles**

Si Bruxelles veut devenir une ville internationale, elle devrait faire de l'anglais une langue officielle, explique Pascal Smet, le ministre flamand de l'Enseignement

L'anglais future langue officielle de Bruxelles ? L'idée n'est pas taboue dans la capitale européenne. Une nouvelle campagne de la société civile, soutenue par les personnalités politiques des deux communautés belges (francophone et néerlandophone), appelle à un enseignement multilingue à Bruxelles.

## **Croatie**

### **Des sanctions pour la Croatie si elle n'assainit pas ses finances d'ici mars"**

*La Croatie risque de subir le même sort que la Grèce" si elle ne réduit pas ses dépenses de 1,7 milliards de kunas (220 millions d'euros) dans les trois premiers mois de l'année prochaine,*

Les chiffres publiés le 21 octobre par Eurostat indiquent un déficit de 7,8% du PIB en 2011 et de 5% du PIB en 2012, alors que le gouvernement avait indiqué respectivement 5% et 3,5%. Selon des experts consultés par le quotidien, il pourrait atteindre 6% en 2013, "ce qui est nettement supérieur aux 3% autorisés et fait risquer à la Croatie **une procédure d'infraction pour déficit excessif" de la part de la Commission européenne**

## **Espagne**

### **Bill Gates, icône des nouveaux investissements étrangers**

Le rachat de 6% de la société immobilière et de construction FCC par le fondateur de Microsoft Bill Gates, pour 113 millions d'euros, illustre le fait que "les investissements étrangers se consolident en Espagne", constate Expansión. C'est "une tendance qui devrait s'accélérer dans les prochains mois", note le quotidien économique, qui précise que les investissements étrangers ont déjà atteint 30 milliards d'euros en 2013, car la substantielle amélioration de la prime de risque [sur la dette du pays] doit nécessairement être accompagnée d'un intérêt plus élevé.

### **Fin de la récession ?**

D'après les statistiques publiées le 22 octobre par la Banque d'Espagne, l'Espagne est sortie techniquement de la récession, le PIB ayant enregistré une augmentation de 0,1% au troisième trimestre 2013, rapporte La Vanguardia

## **France**

26.02.2014

## **Montebourg contre l'euro fort.**

Le ministre du Redressement productif a lancé le club des « Amis de l'industrie » mercredi 23 octobre. Il plaide pour une politique monétaire accommodante qui permettrait à l'industrie d'exporter grâce à un euro plus faible

*L'euro continuait d'évoluer à un haut niveau vendredi, renforcé par un léger regain d'optimisme dans la zone euro, face à un dollar miné par l'anticipation du maintien pendant encore plusieurs mois d'une politique monétaire ultra-accommodante aux États-Unis.*

<http://www.euractiv.fr/eu-elections-2014/arnaud-montebourg-denonce-leuro-news-531268>

## **Grèce**

### **Le parti néonazi Aube dorée ne sera plus financé par l'État**

Le Parlement grec a adopté dans la nuit de mardi à mercredi un texte suspendant l'aide de l'État au parti d'extrême droite Aube dorée, dont six députés sont actuellement inculpés pour "constitution d'organisation criminelle"

## **Hongrie**

### **L'opposition échoue à mobiliser contre Viktor Orbán(AFP)**

A six mois des législatives, l'opposition de gauche hongroise n'est pas parvenue à mobiliser ses troupes contre le Premier ministre conservateur Viktor Orbán, qui a reçu un soutien massif à l'occasion des traditionnelles manifestations du 23 octobre à Budapest. **Devant une foule dense réunie sur la place des Héros, Viktor Orbán a défendu son bilan.** "Nous avons fait beaucoup de choses depuis 2010, nous avons notre propre Constitution, et nous bâtissons notre nation grâce à notre travail et non grâce à des aides".

Il a mis en garde contre un retour de la gauche.

## **Luxembourg**

### **Un vainqueur et trois options**

**Le parti chrétien-social (CSV)** du Premier ministre démissionnaire Jean-Claude Juncker **est arrivé en tête** des élections législatives anticipées du 20 octobre, avec 33,6% des voix et 23 sièges (sur 60) à la Chambre des députés, tout en ayant subi un revers — il a perdu 3 sièges.

Le parti libéral (DP, opposition) du maire sortant de Luxembourg, Xavier Bettel, gagne quant à lui 4 sièges et en obtient 13, à égalité avec les socialistes (LSAP, au gouvernement) du ministre des Affaires étrangères sortant Jean Asselborn

**"Il n'y a pas eu de séisme politique au Luxembourg** et trois coalitions sont possibles : CSV-LSAP ; CSV-DP ou bien, moins probable selon le journal, LSAP, DP et Verts. Juncker, au pouvoir depuis 18 ans, a pour sa part revendiqué sa reconduction.

## **Pays Bas**

### **Une résolution de l'ONU contre Zwarte Piet ?**

Cette année encore, "Zwarte Piet"— le Père fouettard, le fidèle assistant de Saint-Nicolas — est au centre d'une polémique, en raison de son rôle et de sa couleur de peau.

Verene Shepherd, présidente du groupe d'experts de l'ONU sur les personnes d'origine africaine a affirmé qu'elle considère que le personnage — un Blanc

26.02.2014

grimé en page du XVIIe siècle — donne une représentation du Noir héritée de la période coloniale.

Le groupe d'experts doit présenter un rapport sur la question au Haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'Homme, qui pourrait **mener à "une recommandation aux Pays-Bas d'arrêter la fête de la Saint-Nicolas"**

## **République tchèque**

### **Le président de la République tchèque en faveur de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne**

Le président de la République tchèque souhaite que l'Ukraine signe l'accord d'association avec l'Union européenne, lors du sommet du Partenariat oriental, qui se tiendra à Vilnius en Lituanie au mois de novembre prochain. En visite officielle en Ukraine depuis ce dimanche, le chef d'Etat, Miloš Zeman, l'a déclaré après avoir rencontré son homologue Viktor Ianoukovitch. Miloš Zeman veut également s'entretenir avec les autorités ukrainiennes sur l'emprisonnement de l'ancienne Première ministre Ioulia Timochenko, dont la mise en liberté est une condition d'un rapprochement entre l'Union européenne et Kiev.

### **Des concerts à Prague pour alerter contre la montée du communisme dans le pays**

Ce lundi soir, la place de la Vieille-Ville à Prague a accueilli une série de concerts, portant comme titre deux mots russes « Nikagda nēzabudēm », soit « Nous n'oublierons jamais » en tchèque. L'événement vise à attirer l'attention sur le danger du retour des communistes au pouvoir

## **RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE**

### **L'Union européenne et le Canada finalisent leur accord de libre-échange**

Il a fallu quatre ans de négociations, pour obtenir ce vendredi 18 octobre un vaste accord de libre-échange et c'est la première fois que Bruxelles signe un tel accord de libre-échange avec un pays industrialisé, membre du G8.

Avec le Canada, les tractations ont posé problème sur nombre de sujets, comme les médicaments génériques, les services financiers, ou les appels d'offres publics organisés par les provinces canadiennes

### ***Pour en savoir plus***

**S'il est entériné par le Parlement européen et les Etats membres, les échanges entre l'Europe et Le Canada pourraient bondir de 23 %**, selon les études d'impact. Près de 100 % des droits de douane entre les deux économies, seront annulés, les marchés de services seront ouverts, de même que les marchés publics, les droits de propriété intellectuelle sont harmonisés. Mais, surtout, le Canada reconnaît les appellations des principaux produits alimentaires européens comme le champagne ou le roquefort. Quelque 145 indications géographiques sont ainsi protégées, même si un compromis a été trouvé pour permettre au Grand Nord de produire encore de la « feta » ou du « gorgonzola ».



26.02.2014

## **ECOUTES AMÉRICAINES : "Révélations sur l'espionnage de la France par la NSA américaine"**

Selon le quotidien **Le Monde**, "70,3 millions d'enregistrements ont été écoutés en France du 10 décembre 2012 au 8 janvier 2013",  
"Les communications téléphoniques des citoyens français sont interceptées de façon massive"

Au Royaume-Uni et en Allemagne, la découverte du siphonage des données personnelles par la NSA, ainsi que l'implication des services de renseignements de ces pays, ont suscité un vif débat. On ne peut que souhaiter qu'il en soit de même en France. Et que l'Union européenne s'en saisisse.

Le 21 octobre, le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius a convoqué l'ambassadeur américain à Paris.

**La France a mis la question des écoutes à l'ordre du jour du sommet européen** qui se réunit jeudi à Bruxelles. Mais elle trouve peu d'appuis, en dehors de l'Allemagne.

## **L'UE relance les négociations d'adhésion avec la Turquie**

L'Union européenne a décidé d'ouvrir mardi 22 octobre un nouveau chapitre dans les négociations d'adhésion avec la Turquie après trois ans de paralysie, a annoncé la présidence lituanienne de l'UE.

Cette décision des ministres européens des affaires étrangères, réunis mardi à Luxembourg, fait suite aux recommandations de la Commission en la matière. Les négociations d'adhésion avec Ankara avaient repris en juin avant d'être ajournées sous pression allemande, en opposition à la répression par les autorités turques de la vague de contestation partie de la place Taksim à Istanbul.

## **ECONOMIE/FINANCE**

### **Le budget de l'Union européenne**

D'où vient l'argent de l'Union européenne, comment est-il dépensé ? Cette infographie vous permet de mieux comprendre le budget européen.

**[www.toutteleurope.eu/actualite/le-budget-de-lunion-europeenne.html](http://www.toutteleurope.eu/actualite/le-budget-de-lunion-europeenne.html)**

La Commission européenne se trouvera, en novembre, à court de fonds pour financer ses engagements sauf si le Parlement adopte un budget rectificatif supplémentaire de 2,7 milliards d'euros, a indiqué le Président du Parlement, Martin Schulz, aux députés. Il a également déclaré avoir été averti, ce matin, par le Président de la Commission européenne, de ce défaut de paiement à venir.

### **Le succès surprise du sauvetage de Chypre**

Voici enfin un pays européen où la troïka n'aura pas à raser les murs pendant sa visite. A Chypre, cinquième Etat de la zone euro à avoir demandé une aide extérieure, les inspecteurs de la Commission européenne, du FMI et de la BCE seront accueillis par un gouvernement soucieux de montrer sa détermination et sa bonne foi et par une population majoritairement résignée, mais peu encline à la révolte.

26.02.2014

« Pour la première fois, 100 % du programme prévu a été réalisé », souligne ainsi une source proche de la troïka qui ne tarit pas d'éloges sur l'attitude « courageuse et déterminée » de Nicosie. La difficile recapitalisation du système bancaire, la réduction des dépenses publiques de 10 %, avec notamment une baisse de 15 % des salaires de la fonction publique et le gel des embauches jusqu'en 2016, ou encore les réformes engagés du système social : tout ceci avait de quoi ravir la troïka.

### **L'examen des 124 banques européennes prévu en novembre**

La Banque centrale européenne a annoncé mercredi 23 octobre le démarrage début novembre de l'examen des bilans de 124 banques de la zone euro, dont le résultat sera connu dans un an, en même temps que celui des tests de résistance de l'Autorité bancaire européenne

### **Bruxelles cède aux pressions de Pékin**

La Chine a remporté un conflit commercial majeur avec l'UE sur les panneaux solaires" après la décision du comité consultatif de la Commission européenne sur le dumping d'accepter la proposition de la Commission qui "de fait efface" les taxes douanières sur les panneaux solaires chinois.

Leur introduction avait déclenché un grave contentieux entre l'UE et la Chine. Selon le quotidien polonais, Il a suffi à Pékin de menacer des rétorsions à l'encontre de l'industrie automobile allemande et des vins des pays du Sud pour que Bruxelles batte en retraite. Les fabricants de panneaux solaires européens accusent leurs concurrents chinois de violer les règles de la concurrence en profitant des généreuses subventions publiques afin de vendre leurs produits très bon marché dans l'UE

## **ENERGIE/ENVIRONNEMENT**

### **La Commission songe à une directive gaz de schiste**

L'idée est toute récente. La Commission européenne pourrait proposer une directive sur les carburants non conventionnels, similaire à d'autres législations relatives aux eaux usées et aux évaluations de l'impact sur l'environnement. Un cadre réglementaire devrait s'appliquer dans l'ensemble de l'UE, il ne s'agira pas seulement d'une vague série de lignes directrices

#### ***Pour en savoir plus***

**Les directives de l'UE sont contraignantes**, mais elles laissent une marge de manœuvre aux États membres sur les modalités. Ce type de législation serait approprié pour le gaz de schiste, car **le choix du mix énergétique relève des compétences nationales en vertu de principe de « subsidiarité »**. Il est donc impossible d'empêcher les États membres d'autoriser l'exploitation de cette ressource.

### **Nucléaire au Royaume Uni. "Le moyen le moins cher" de réduire les émissions de CO2**

Alors que l'Allemagne et la France cherchent à réduire leur dépendance à l'énergie nucléaire, le Royaume-Uni a décidé de relancer la construction de deux

26.02.2014

réacteurs pour la première fois depuis 20 ans. Un choix risqué, dont la pertinence économique peut se comprendre, estime la presse européenne.

### **Pour en savoir plus**

Cet accord controversé avec les sociétés françaises EDF et Areva, et leurs partenaires publiques chinoises CGN et CNNC, pour construire deux nouveaux réacteurs atomiques à la centrale de Hinkley Point, dans le Somerset (sud-ouest de l'Angleterre) créera quelque 25 000 emplois mais a été conclu à un prix très élevé : celui d'un prix de l'électricité assuré aux opérateurs qui est le double par rapport à celui du marché ; des inquiétudes quant à l'importance de l'investissement chinois dans le projet (entre 30 et 40% du coût global) et par dessus-tout, les risques pour l'environnement inhérents au nucléaire.

## **BREVES**

### **Serbie: décès de Jovanka Broz, la veuve du maréchal Tito**

En conflit avec les proches amis politiques de son époux, qui la soupçonnaient de fomenter un coup d'État, Jovanka Broz, avait été placée en résidence surveillée quelques années avant la mort de Tito en 1980, privée de ses droits et de ses papiers d'identité.

### **"L'ange blond", l'enfant qui émeut la Grèce**

La police grecque est à la recherche des parents d'une fillette découverte dans un camp de Roms, au sein d'une famille qui n'est pas la sienne.

### **ALLEMAGNE : Alerte de la Bundesbank**

Selon les estimations de la banque centrale allemande, les prix des appartements des grandes villes d'Allemagne sont surévalués, parfois jusqu'à 20 %. Le prix du mètre carré peut s'élever à 4 800 euros à Munich, précise le quotidien, tandis que les prix à l'achat ont augmenté de 35% à Berlin et Hambourg depuis 2007, et de 24% à Cologne.

### **Aung San Suu Kyi reçoit son Prix Sakharov 23 ans plus tard**

La militante birmane légendaire pour les droits de l'homme Aung San Suu Kyi a finalement reçu le Prix Sakharov qui lui avait été décerné 23 ans plus tôt par le Parlement européen. "C'est un grand moment, un moment qu'a attendu une génération entière dans votre pays, mais aussi ici en Europe" a déclaré le Président du Parlement européen Martin Schulz durant la cérémonie du 22 octobre à Strasbourg

## **PRESSE EUROPEENNE**

### **TURQUIE : Bruxelles met enfin une bonne note**

#### **RADIKAL ISTANBUL**

*Pour l'éditorialiste-vedette du très influent quotidien Radikal, le dernier rapport sur l'état d'avancement des négociations sur l'adhésion de la Turquie à l'UE est enfin équilibré. Cela devrait permettre un débat serein au sein de l'opinion publique turque sur la relation avec l'Union.*

**<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4247001-bruxelles-met-enfin-une-bonne-note>**

### **Reprise des négociations d'adhésion avec la Turquie**

**JEAN PIERRE VILLAESCUSA . E. mail : [jp.villaescusa@assemblee-afe.fr](mailto:jp.villaescusa@assemblee-afe.fr)**

**Tel + fax : 00 43 1 879 65 29**

26.02.2014

**Der Standard WIEN** laisse percer son scepticisme : « il est bien que le contact soit renoué mais la Turquie est plus éloignée de l'adhésion qu'il y a huit ans. Les violences policières à l'encontre des manifestants et les menaces du gouvernement à destination de l'Ouest ont mis à mal les relations » ; « l'adhésion restera un vœu pieu tant que la Turquie ne respectera pas les droits et valeurs fondamentales et ne reconnaîtra pas Chypre », conclut le correspondant à Bruxelles du quotidien de centre-gauche.

Pour **Kleine Zeitung**, « la Turquie a besoin de l'Europe et l'Europe de la Turquie (...) sous quelle forme, cela dépendra de la capacité d'intégration de l'UE et de la Turquie », qui doit encore prouver sa « maturité »

## **Elections Européennes 2014 Un "shutdown" est aussi possible en Europe**

**THE GUARDIAN LONDRES**

Si les partis eurosceptiques réussissaient une percée significative aux prochaines élections européennes, l'Union pourrait bien connaître une situation de shutdown à son tour, selon le politologue allemand **Jan-Werner Müller**

Les Européens ont été médusés et consternés par le "shutdown" [la fermeture partielle des administrations fédérales américaines] et le presque-défaut de paiement des Etats-Unis. Peut-être ont-ils même éprouvé un plaisir coupable. Après tout, les dirigeants européens ont été tournés en dérision et traités avec dédain pour les acrobaties auxquelles ils se sont livrés dans une zone euro dysfonctionnelle ces dernières années – approchant à maintes reprises leurs économies du bord de l'abîme pour faire machine arrière juste avant l'ouverture des marchés.

**Or, l'Europe n'est pas à l'abri d'un "shutdown" – qui serait moins spectaculaire que l'américain, certes, mais découlerait des mêmes causes.** De même que le Tea Party a fait du Congrès une institution paralysée haïssant ce qu'elle est devenue, une alliance des partis eurosceptiques pourrait déboucher sur une version européenne du "shutdown" s'ils recueillent suffisamment de suffrages lors des élections européennes l'année prochaine. Les élites européennes – et tout citoyen qui se soucie un tant soit peu du sort de l'UE – seraient bien inspirées de se pencher sur un tel scénario.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4255761-un-shutdown-est-aussi-possible-en-europe?xtor=RSS-9>

## **Les élites économiques soutiennent l'euro**

**DE VOLKSKRANT AMSTERDAM**

Les partis anti-euro pourraient être plus forts que jamais dans le prochain Parlement européen. Mais à moins de commencer à travailler ensemble, ils ne pourront pas remettre en cause la monnaie unique portée par les élites économiques européennes unies dans un même intérêt. Extrait

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4256331-les-elites-economiques-soutiennent-l-euro>

## **Merkel prépare une offensive pour des reformes en Europe"**

**Süddeutsche Zeitung**

JEAN PIERRE VILLAESCUSA . E. mail : [jp.villaescusa@assemblee-afe.fr](mailto:jp.villaescusa@assemblee-afe.fr)

Tel + fax : 00 43 1 879 65 29

26.02.2014

"Avec une nouvelle offensive sur la liquidation des banques en difficulté, Angela Merkel compte débloquent le débat sur la réforme de la zone euro", *rapporte la Süddeutsche Zeitung*.

Selon le quotidien, la chancelière allemande tentera lors du Conseil européen des 24 et 25 octobre de rallier ses homologues à une nouvelle stratégie de liquidation commune, l'un des éléments clés de l'union bancaire :

**Premièrement, la zone euro devrait assumer une responsabilité commune uniquement pour 130 banques des 6 000, dont 30 établissements allemands maximum. Deuxièmement les actionnaires et les créanciers devraient être responsables eux-mêmes en cas d'urgence d'après un échéancier prédéfini. Troisièmement les parlements nationaux devraient approuver les aides de l'Etat.**

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : [jp.villaescusa@assemblee-afe.fr](mailto:jp.villaescusa@assemblee-afe.fr)